

STAGES À LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE (CJUE)

Avant de postuler, veuillez consulter les [conditions générales](#) pour plus d'informations détaillées.

Présentation

Les stages auront lieu à la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg. Les stagiaires REFJ seront affectés dans le cabinet d'un membre de l'une des juridictions qui composent la CJUE. Leurs tâches varieront en fonction des besoins de chaque membre mais ils seront appelés, en particulier, à assister le membre concerné dans le traitement des dossiers pour lesquels ce dernier aura été nommé juge rapporteur ou avocat général. Ils ne participeront pas aux délibérations de ces juridictions.

Les candidats pourront aussi postuler un stage auprès de la Direction de Recherche et de Documentation ("DRD") de la Cour. Les stagiaires sélectionnés y travailleront dans l'analyse des nouvelles affaires devant la Cour et dans la Recherche juridique.

Durée

- 6 mois (du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023)

ou

- 10 mois (du 1^{er} septembre 2022 au 30 juin 2023)

NB : La durée des stages ne peut être prolongée dans le cadre du système financier du REFJ.

Conditions

- Être un juge ou un procureur d'un Etat membre de l'UE
- Avoir au moins un an d'expérience en tant que juge ou procureur
- Être familiarisé avec le droit de l'UE
- **Les candidats doivent avoir un niveau adéquat prouvé de la langue française pour être en mesure d'appuyer les membres du Cabinet dans le traitement des dossiers et dans la rédaction de décisions**
- La bonne connaissance d'une autre langue de l'UE est également requise

Les candidats sont priés d'indiquer clairement dans leur motivation s'ils souhaitent être affectés à un Cabinet à la Cour, un Cabinet au Tribunal ou à la Direction de la Recherche et de la Documentation (DRD) de la Cour.

Nombre de places disponibles

15

Calendrier

Novembre-Décembre 2021	Période de candidature
Janvier-Avril 2022	Sélection des candidats par la CJUE
Avril-Mai 2022	Notification par le REFJ des participants sélectionnés
Mai-Septembre 2022	Préparation des candidats sélectionnés en vue du stage
1er Septembre 2022	Début des stages

Prise en charge financière

Le Réseau octroie une indemnité journalière de 120 € par jour pour couvrir les dépenses du participant pendant toute la durée du stage. Veuillez consulter les [conditions financières](#) pour de plus amples informations sur le cadre financier relatif aux stages de longue durée.

Date limite

Les candidats de tous les États membres de l'UE participant au Programme Justice de l'Union européenne* et motivés sont invités à soumettre leur candidature pour les stages de longue durée à la CJUE **avant le 22 décembre 2021**.

STAGES DE LONGUE DUREE A LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)

Présentation

Les stages auront lieu à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg, France.

Veuillez consulter les conditions générales relatives aux stages de longue durée.

Les participants seront intégrés au **Grefe de la Cour** et auront pour tâche principale de traiter des requêtes individuelles qui se rapportent au système du pays dont ils sont ressortissants en anglais ou français. Ils assureront en particulier le traitement des requêtes à rejeter par la Cour pour non-respect des conditions de recevabilité. Leurs tâches consisteront à :

- Examiner et traiter les requêtes conformément aux procédures et directives internes de la Cour ; les requêtes traitées comprendront en particulier des affaires à priori irrecevables et des affaires pouvant être traitées de manière standard ;
- Rédiger des décisions, comptes rendus, rapports, notes et autres documents;
- Assurer la correspondance avec les requérants, et le cas échéant, avec les Etats et parties tierces ;

- Renseigner les requérants sur les conditions de recevabilité des requêtes et leur fournir toute information pertinente;
- Assurer une analyse juridique et assister les juristes expérimentés dans la préparation des affaires en vue de l'examen par la Cour et dans la rédaction des arrêts et décisions de Chambre; assister aux sessions de la Cour;
- Mener des études et recherches relatives à la jurisprudence de la Cour et au droit national ainsi qu'en matière de droit comparé et international.

NOTE : Les participants pourront également être assignés à l'**Unité de Recherche** de la Cour. Dans ce cas, ils consacreront plus de temps aux travaux et projets de recherche. Cela inclut en particulier :

- Fournir des contributions aux rapports comparatifs de recherche concernant la loi nationale ou les lois dépendant de la connaissance de langues et de systèmes juridiques différents
- Aider ou préparer des rapports de recherche sur les thèmes demandés dans le domaine du droit jurisprudentiel, du droit international ou légal comparatif de la Cour dans le délai fixé.
- Écrire (comme auteur et co-auteur) des rapports comparatifs légaux de recherche sous supervision
- Actualiser des rapports existants sur des thèmes différents. Les rapports de recherche sont confidentiels mais les résultats figurent dans les jugements et s'y réfèrent.

Les juristes de cette unité suivent également les développements pertinents dans le domaine des Droits de l'Homme au Conseil de l'Europe ainsi que dans d'autres organisations internationales et au niveau national.

Durée

12 mois (du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023)

La durée des stages ne peut être ni prolongée ni raccourcie dans le cadre du système financier du REFJ.

Conditions

- Être un juge (ordinaire ou administratif) ou un procureur
- Avoir entre 5 et 10 ans d'expérience professionnelle
- Avoir une connaissance approfondie de la langue anglaise ou française (capacité à rédiger des décisions dans l'une ou l'autre de ces langues).

De plus, un candidat sera alloué au département de [la Charte sociale européenne et au secrétariat du Comité européen des Droits sociaux](#).

Le participant contribuera aux réclamations collectives et aux rapports selon ses compétences et son expérience. Une priorité sera donnée aux candidats ayant une expérience judiciaire dans les

domaines du droit du travail et de l'emploi, de la sécurité sociale et de la santé, de l'enfant et de la famille ou tout autre aspect des droits sociaux entrant dans le cadre d'application de la Charte et du Comité européen des Droits sociaux.

Conditions

- Être un juge (ordinaire ou administratif) ou un procureur ;
- Avoir entre 5 et 10 ans d'expérience professionnelle juridique, de préférence dans un domaine lié aux droits sociaux (ou aux droits de l'Homme plus généralement) ;
- Avoir une connaissance approfondie de la langue anglaise ou française (capacité à rédiger des décisions dans l'une ou l'autre de ces langues).

Les candidats sont invités à clairement indiquer leur intérêt pour la position au sein du secrétariat de la Charte sociale européenne dans le formulaire de candidature en ligne.

Nombre de places disponibles

15

Calendrier

Novembre-Décembre 2021	Période de candidature
Janvier-Avril 2022	Sélection des candidats par la CEDH
Avril-Mai 2022	Notification des participants sélectionnés par le REFJ
Mai-Septembre 2022	Préparation des candidats sélectionnés en vue du stage
1^{er} Septembre 2022	Début du stage

Prise en charge financière

Le Réseau octroie une indemnité journalière de 120 € par jour pour couvrir les dépenses du participant pendant toute la durée du stage. Veuillez consulter les conditions financières pour de plus amples informations sur le cadre financier relatif aux stages de longue durée.

Date limite

Les candidats de tous les États membres de l'UE participant au Programme Justice de l'Union européenne* et motivés sont invités à soumettre leur candidature **avant le 22 décembre 2021**. Les candidats des pays suivants sont particulièrement encouragés à postuler : Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Grèce, Hongrie, Italie, Portugal, République tchèque et Roumanie.

*Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède.

STAGES DE LONGUE DUREE A EUROJUST

Présentation

Les stages auront lieu au siège d'Eurojust à La Haye aux Pays-Bas. Les participants seront affectés au Bureau National de leur Etat membre et participeront au travail quotidien de ces bureaux, en particulier en traitant des dossiers et/ou des projets sous la supervision du Membre National. Les participants pourront également prendre part à d'autres activités d'Eurojust (réunions plénières du Collège, réunions stratégiques, réunions de coordination, réunions d'équipe).

Durée

La durée des stages à Eurojust varie de 3 à 4 mois selon les bureaux nationaux.

Bureau National	Durée
Bureau National autrichien	3 mois (2e semestre 2022)
Bureau National belge	3 ou 4 mois
Bureau National bulgare	4 mois
Bureau National croate	3 mois
Bureau National tchèque	4 mois
Bureau National estonien	3 mois
Bureau National français	4 mois
Bureau National allemand	4 mois
Bureau National hongrois	4 mois
Bureau National italien	4 mois
Bureau National letton	3 mois
Bureau National lituanien	3 mois
Bureau National polonais	3 mois
Bureau National portugais	3 ou 4 mois
Bureau National roumain	3 mois
Bureau National slovaque	3 mois
Bureau National espagnol	4 mois
Bureau National suédois	4 mois

Conditions

- Être un procureur ou un juge (de préférence juge d'instruction) en exercice dans un Etat membre de l'UE

- Travailler à un niveau du système national où interviennent les commissions rogatoires et autres formes de coopération judiciaire en matière pénale
- Avoir au moins trois ans d'expérience pratique dans le domaine du droit pénal

Nombre de places disponibles

20

Calendrier

Novembre-Décembre 2021	Période de candidature
Janvier-Février 2022	Sélection des candidatures par Eurojust
Mars-Décembre 2022	Mise en œuvre des stages (tous les stages devront être terminés avant le 31 Décembre 2022)

Prise en charge financière

Le Réseau octroie une indemnité journalière de 120 € par jour pour couvrir les dépenses du participant pendant toute la durée du stage.

Date limite

Les candidats des États membres de l'UE mentionnés ci-dessus sont invités à soumettre leur candidature **avant le 22 décembre 2021**.